



Affaire suivie par :  
Sophie THEVENIN  
Domaine informatique et  
électronique  
Tél : 01.69.26.67.71  
Courriel : sophie.thevenin@cea.fr

## FORMATION DES PERSONNELS A L'UTILISATION ET A LA MANIPULATION DES EXTINCTEURS

**Projet de marché à bons de commande CEA/DIF n°DIE-B25-00283-ST**

### ENTRE :

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par, Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommé « **CEA** »  
d'une part,

### ET :

La société **NOM DE LA SOCIETE**, NATURE DE LA SOCIETE au capital de MONTANT euros, sise au ADRESSE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Ville sous le numéro R.C.S. VILLE B SIREN, ayant son siège social à ADRESSE, représentée par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommée « **Titulaire** »  
d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

### IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

**TABLE DES MATIERES**

<b>ARTICLE 1 - OBJET .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 - DESIGNATION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 5 - DOCUMENTS A REMETTRE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 - INTERLOCUTEURS.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 8 - RECEPTION ET GARANTIE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 9 - MONTANT - REGIME FISCAL .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 10 - REVISION DES PRIX.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 11 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 13 - RESPONSABILITE - ASSURANCES.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 14 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 15 - TRAVAIL DISSIMULE.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 16 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 17 - PENALITES.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 18 - RESILIATION .....</b>	<b>10</b>
<b>ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES .....</b>	<b>11</b>
<b>ANNEXE 2 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION.....</b>	<b>12</b>
<b>ANNEXE 3 - ANNEXE ENCADRANT LES TRAITEMENTS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ...</b>	<b>13</b>

## **ARTICLE 1 - OBJET**

Le présent marché à bons de commande définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de la formation des personnels à l'utilisation et à la manipulation des extincteurs, ci-après désignée « les Prestations », pour le compte du centre CEA/DAM-Île de France (CEA/DIF) situé à Bruyères-le-Châtel (91).

## **ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES**

- 2.1** Les dispositions du présent marché à bons de commande et de ses annexes prévalent sur les documents applicables listés ci-après par ordre de priorité décroissante :
- le Cahier des Charges référencé CEA/DIF/ED/CISE – DO 19 du 27/01/2025,
  - l'organisation pour la maîtrise des interventions des entreprises extérieures intervenant sur le centre du CEA/DAM-Île de France référencée SYM SS00U RCJ INS 19000114 A du 21/03/2019,
  - le règlement intérieur de l'établissement CEA DAM Île de France du 16/02/2024,
  - les Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA) édition janvier 2022,
  - le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) du 12 janvier 2021,
  - à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée <XXXX> du <XX/XX/XXXX>.
- 2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales d'ordre public, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

## **ARTICLE 3 - DESIGNATION DES PRESTATIONS**

Les prestations concernent la formation du personnel CEA/DAM/DIF à l'utilisation et à la manipulation des extincteurs.

Elles se découpent en 2 phases tel que stipulé au paragraphe 3 du CDC :

- Une phase théorique comprenant une vidéo (qui sera réalisée par le soumissionnaire avec les moyens techniques et humains mis à disposition par le CEA) ainsi qu'une plaquette
- Une phase pratique consistant à la manipulation des extincteurs avec mise en situation

## **ARTICLE 4 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

### **4.1 Responsabilité - Lieu d'exécution**



#### 4.1.1 Lieu d'exécution

Les Prestations, objet du présent marché à bons de commande, seront exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans les locaux du CEA, situé à Bruyères-le-Châtel. Elles seront exécutées sous l'autorité de son personnel d'encadrement.

Le Titulaire devra prendre toute précaution afin de protéger les installations de toute nature existant sur le terrain ou à proximité de celui-ci. Il n'aura droit à aucune indemnité du fait des sujétions dues à leur présence et devra réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

Le personnel du Titulaire ne sera pas autorisé à intervenir sur site avec un véhicule personnel.

#### 4.1.2 Fluides

Les fluides nécessaires à l'exécution du présent marché à bons de commande seront fournis par le CEA et à ses frais.

### 4.2 Passation des ordres services

Pour chaque opération, objet du présent marché à bons de commande, le CEA transmettra une demande écrite au Titulaire ci-après désignée « ordre de service » (OS), portant la référence du présent marché.

Cet OS indiquera les désignations et les quantités souhaitées sur la base des conditions tarifaires figurant en annexe 1 du présent marché à bons de commande.

### 4.3 Matériel et outillage

#### 4.3.1. Moyens fournis par le Titulaire

Le Titulaire aura à sa charge tous les moyens matériels nécessaires à la réalisation des Prestations notamment :

- Une unité mobile de formation,
- Les supports nécessaires à la bonne réalisation de la formation pour les parties théorique et pratique,
- Les extincteurs nécessaires à la partie pratique de la formation.

#### 4.3.2. Equipements de protection individuelle

Conformément au chapitre 7 « Moyens d'exécution du marché » - Article 18.2 « Moyens matériels » des CGA, le Titulaire fournira l'ensemble des équipements de protection individuelle nécessaires à l'accomplissement des Prestations dans les meilleures conditions.

### 4.4 Horaires

Les horaires d'ouverture de l'établissement CEA/DIF sont de 7h30 à 19h30, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8h20 à 17h, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Le titulaire disposera des tranches horaires ci-dessous pour la réalisation des formations :

**De 9h30 à 16h10**

Ces tranches horaires comprennent l'installation et le repli du matériel.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'installation qui se chargera d'avertir la Formation locale de sécurité (FLS) du CEA, si nécessaire.

#### **4.5 Annulation de session**

Le CEA se réserve la possibilité d'annuler une session de formation dans un délai de 7 jours avant la date définie au planning prévisionnel.

Cette annulation ne donnera pas lieu à une indemnisation de la part du CEA au Titulaire.

En cas d'annulation de la part du titulaire, se reporter à l'article 17.2 Pénalités du présent marché.

#### **4.6 Réunions de suivi**

La réalisation des Prestations donnera lieu à des réunions de suivi d'exécution entre les responsables désignés par chacune des Parties, à minima :

- Une réunion d'inspection commune préalable pour la rédaction du plan de prévention annuel,
- Une réunion de démarrage,
- Une réunion de suivi semestrielle,
- Un bilan annuel.

#### **4.7 Accidents du travail**

Les dispositions relatives aux accidents du travail sont décrites à l'article 13.6 « Informations – Déclarations » des CGA.

Le Titulaire est tenu d'informer sans délai le CEA (Chef d'installation, Responsable de contrat d'installation ou représentant du Maître d'ouvrage dans le cas d'un chantier de bâtiment ou de génie civil) de tout accident du travail survenu à l'un de ses travailleurs ou des travailleurs de ses sous-traitants, quel que soit leur rang, de toute maladie professionnelle affectant ces derniers.

Pour tout accident au poste de travail d'un de ses travailleurs ou d'un des travailleurs de ses sous-traitants autorisés pour le présent marché, qu'il soit bénin, avec ou sans arrêt de travail, le Titulaire devra contacter l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement (DIF/ED/ISE - Bât AD - BRUYERES LE CHATEL, 91297 ARPAJON Cedex) du CEA/DIF dans les quinze jours calendaires suivants l'accident, afin de prendre rendez-vous pour présenter au CEA/DIF :

- les circonstances de l'accident,
- l'analyse faite de cet accident,
- les mesures envisagées pour que ce type d'accident ne se reproduise plus.

### **ARTICLE 5 - DOCUMENTS A REMETTRE**

#### **5.1** Le Titulaire s'engage au titre du présent marché à bons de commande, à remettre au CEA à la fin de chaque session de formation, à minima, les documents suivants :

Lors de la réunion de démarrage :

- le planning annuel des sessions de formation

A la fin de chaque session de formation :

- la feuille de présence émargée par les participants

Dans les deux jours suivants la session de formation :

- la fiche d'évaluation et de satisfaction de la formation complétée par les participants.

- 5.2** Les documents remis au CEA devront être fournis à la fois sur support papier (un original et une copie) et informatique, en langue française. Des duplications de fichiers devront pouvoir être faites et les logiciels et versions utilisés avoir fait l'objet d'un accord préalable du CEA.
- 5.3** Les documents ou tout autre moyen remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier, au plus tard à l'échéance du présent marché ou au moment de la dénonciation de celui-ci.

## **ARTICLE 6 - INTERLOCUTEURS**

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

- pour le CEA : <XXXXXXXXXX> Tél : <XX XX XX XX XX> ,
- pour le Titulaire : <XXXXXXXXXX> Tél : <XX XX XX XX XX> .

Tout changement d'interlocuteur fera l'objet d'un simple échange de courrier.

## **ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE**

Les conditions et les conséquences du recours à la sous-traitance par le Titulaire sont détaillées à l'article 7 « Sous-traitance » des CGA.

Le Titulaire doit remettre au CEA, au plus tard 15 jours avant le démarrage de la prestation concernée, la demande d'acceptation du sous-traitant accompagnée des documents afférents (formulaire transmis sur simple demande adressée au Bureau des Affaires Commerciales).

## **ARTICLE 8 - RECEPTION ET GARANTIE**

Les dispositions relatives à la réception et à la garantie sont décrites au chapitre 11 « Réception et garantie » des CGA.

Le Titulaire donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties (cf annexe 2 au présent marché).

## **ARTICLE 9 - MONTANT - REGIME FISCAL**

### **9.1 Montant**

Le montant du présent marché à bons de commande, établi aux conditions économiques du mois de <mois et année de remise de l'offre>, est fixé à la somme plafonnée de 200 000,00 € HT (DEUX CENT MILLE EUROS HORS TAXES), toute sujétion incluse.

Ce montant est calculé sur la base des coûts unitaires forfaitaires et révisables indiqués en annexe 1 du présent marché. Il est estimatif et ne constitue en aucun cas un engagement de dépenses de la part du CEA. Le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où le montant total des dépenses n'atteindrait pas cette somme.

## 9.2 Régime fiscal

Le présent marché à bons de commande est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

## **ARTICLE 10 - REVISION DES PRIX**

Les prix visés à l'article 9 ci-dessus sont réputés établis aux conditions économiques du mois de <mois et année de remise de l'offre>.

Ils sont révisibles annuellement au mois de <mois anniversaire du marché>. Un mois avant cette échéance, le Titulaire transmet par écrit au Bureau des affaires commerciales (BACO) du CEA/DIF une nouvelle proposition de prix pour l'année suivante, qui pourra faire l'objet d'une négociation.

En tout état de cause, si les Parties ne parvenaient pas à un accord, les prix seraient révisés dans la limite maximale de la formule suivante :

$$P = P_0 \times \left( 0,15 + 0,85 \times \frac{ICHTrev-TS}{ICHTrev-T_0} \right)$$

dans laquelle :

P = prix révisé,

P<sub>0</sub> = prix initial

ICHTrev - TS<sub>0</sub> = valeur de l'indice « coût horaire du travail révisé – tous salariés » publié au bulletin mensuel de la Statistique de l'INSEE pour le mois et année de remise de l'offre.

ICHTrev - TS = dernière valeur de ce même indice connue au moment de la demande du Titulaire.

Au cas où les dispositions du présent article n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application rétroactive des anciens prix et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix.

Dans le cas où le jeu de la formule conduirait à une augmentation supérieure à 3 % l'an, le Titulaire et le CEA pourront éventuellement mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique en cause et de son poids réel sur le coût des prestations.

## **ARTICLE 11 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT**

### 11.1 Conditions de facturation

#### 11.1.1. Formalisme de la facturation

Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service :DIF-D,
- le n° complet du présent marché à bons de commande soit 4600XXXXXX / P6XXX (= numéro d'engagement),
- l'intitulé du marché à bons de commande,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée (cf. article 9.1 supra).

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Pour toute demande concernant le portail CHORUS : [cea-dam-demat@cea.fr](mailto:cea-dam-demat@cea.fr)

Pour toute demande concernant la comptabilité fournisseur : [cea-dam-comptabilite@cea.fr](mailto:cea-dam-comptabilite@cea.fr)

#### *11.1.2. Présentation des révisions de prix*

Les révisions de prix font l'objet d'une facturation séparée et doivent comporter en sus des informations ci-avant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

#### *11.1.3. Règlement des factures*

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve :

- de conformité de la facture aux termes du présent marché. A défaut, elle sera renvoyée à l'émetteur,
- de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.


A défaut, toute facture émise sans le justificatif d'acceptation de la prestation sera rejetée en statut « recyclée ».

### **11.2 Conditions de paiement**

Le présent marché à bons de commande sera facturé mensuellement à terme échu sur la base des ordres de service / sessions de formation réellement effectuées dans le mois.

## **ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITE**

Les dispositions relatives à la confidentialité sont décrites au chapitre 4 « Confidentialité et données à caractère personnel » des CGA.





**ARTICLE 13 - RESPONSABILITE - ASSURANCES**

Les dispositions relatives à la Responsabilité et aux Assurances sont décrites dans le chapitre 12 « Responsabilité et assurances » des CGA.

**ARTICLE 14 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Le Titulaire et le CEA s'engagent à respecter les dispositions figurant en annexe 3 encadrant les traitements des données à caractère personnel ».

**ARTICLE 15 - TRAVAIL DISSIMULE**

Les dispositions relatives au travail dissimulé sont décrites au chapitre 8 « Exécution des prestations » - article 21.1 « Travail dissimulé – Pénalités » des CGA.

**ARTICLE 16 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION**

Le présent marché à bons de commande est conclu pour une durée de 48 mois fermes du 01/04/2025 au 31/03/2029. Le présent marché sera réputé terminé au parfait achèvement des Prestations.

**ARTICLE 17 - PENALITES**

Les dispositions relatives aux pénalités applicables et à leur plafonnement sont prévues dans les CGA.

**17.1 Retard Dans la remise de documents**

Dans l'éventualité où le Titulaire ne remet pas les documents, dans les délais fixés à l'article 5 ci-dessus, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 24 des CGA, le montant forfaitaire de la pénalité sera de 50,00 euros HT par jour calendaire de retard constaté relativement aux délais précités.

**17.2 Annulation de session par le Titulaire**

Dans l'éventualité où le Titulaire ne réalise pas une session de formation planifiée, sans avertir le CEA dans un délai de 72 heures avant l'exécution de celle-ci, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités d'un montant de 200 € HT par session non exécutée.

**17.3 Mesure pour mauvaise exécution**

Si les Prestations ne correspondent pas aux attentes du CEA, le Titulaire les reprendra à ses frais. Le CEA fixera un nouveau délai de réalisation ou à défaut pourra demander à l'un de ses fournisseurs la réalisation des Prestations, aux frais et risques du Titulaire.

**17.4 Application des pénalités**

Les pénalités ci-avant seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autre formalité juridique et judiciaire. Les pénalités feront l'objet d'une facture émise par le CEA et envoyée au Titulaire.

**17.5 Caractère des pénalités**

L'application des pénalités n'interdit pas au CEA de prétendre à être indemnisé par le Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice.

**ARTICLE 18 - RESILIATION**

Les dispositions relatives à la résiliation sont décrites au chapitre 13 « Résiliation » des CGA.

Fait à Bruyères-le-Châtel, en double exemplaire.

Pour le Titulaire,

Le

Pour le CEA,

Le

**ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES**



**ANNEXE 2 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION**

Le CEA

Le Titulaire

Marché/Accord-cadre/Commande n° .....

Lot/phase/période : .....

**Rejet (réception refusée) :**

le     /     /

**MOTIFS :**

**Ajournement (délais accordés pour intervenir) :**

le     /     /

**MOTIFS :**

**Réception validée :**

le     /     /

En conséquence, la vérification est déclarée positive, la réception est notifiée le : .....

Pour le CEA
<b><u>Visa(s)</u></b>
Date :
Nom du responsable technique :
Visa :
<b><u>Signature et cachet du CEA</u></b>
Date :
Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :
Signature :

Pour le Titulaire
<b><u>Visa(s)</u></b>
Date :
Nom du responsable technique :
Visa :
<b><u>Signature et cachet du Titulaire</u></b>
Date :
Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :
Signature :

### **ANNEXE 3 - ANNEXE ENCADRANT LES TRAITEMENTS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

#### **I. Objet**

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire effectue pour le compte du CEA les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).

#### **II. Description du traitement faisant l'objet du transfert des données à caractère personnel**

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du CEA les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

Description des opérations réalisées sur les données <sup>1</sup> :
<b>Faire émarger la feuille de présence</b>
Finalité(s) du traitement <sup>2</sup> :
<b>aucune</b>
Type de données à caractère personnel traitées <sup>3</sup> :
<b>Nom et prénom des inscrits</b>
Catégories de personnes concernées <sup>4</sup> :
<b>Salariés CEA</b>
Autres précisions ou interdictions <sup>5</sup> :
<b>La liste des inscrits ne devra pas sortir du CEA, celle-ci ne servira que pour l'émargement et devra être rendu au CEA à chaque fin de formation. Aucune copie ne devra être conservée par le Titulaire.</b>

#### **III. Obligations du Titulaire vis-à-vis du CEA**

Le Titulaire s'engage à :

<sup>1</sup> Préciser ce que le prestataire va faire avec les données. Par exemple si prestation de réservation de voyages : vérification des données, réservation des billets, courriel de confirmation, facturation, encaissement...

<sup>2</sup> Raison pour laquelle les données sont traitées. Par exemple, réservation de voyages, gestion des inscriptions à une conférence, organisation et suivi des élections professionnelles ...

<sup>3</sup> Les types de données sont principalement : Etat civil, Vie personnelle, Vie professionnelle, Informations économiques et financières, Données de connexion, N° de sécu, Données biométriques, Données génétiques, Difficultés sociales, Données de santé...

<sup>4</sup> Les catégories de personnes sont principalement : Salariés CEA, Salariés d'entreprises extérieures sur site CEA / intérimaires, Stagiaires, Clients, Fournisseurs, Visiteurs, Sujets de recherche, Grand public...

<sup>5</sup> Préciser, par exemple, si les données ne sont accessibles que sur site CEA.

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la prestation ;
2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du CEA. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le CEA. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le CEA de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
3. **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**
6. **Sous-traitance**

Le Titulaire est autorisé à faire appel à un sous-traitant pour mener les activités de traitement suivantes : aucune.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions du CEA. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant le CEA de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

#### 7. **Droit d'information des personnes concernées**

Le Titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le CEA avant la collecte de données.

#### 8. **Exercice des droits des personnes**

Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider le CEA à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le Titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du CEA et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la prestation prévue par le présent marché.

#### 9. **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le Titulaire notifie au CEA toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance en adressant un email avec accusé de réception à : [dpd@cea.fr](mailto:dpd@cea.fr). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au CEA, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

#### 10. **Aide du Titulaire dans le cadre du respect par le CEA de ses obligations**



Le Titulaire aide le CEA, le cas échéant, pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le Titulaire aide le CEA, le cas échéant, pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

### 11. Mesures de sécurité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

Pseudonymisation des données à caractère personnel (si applicable)	<b>non</b>
Chiffrement des données à caractère personnel	<b>Non concerné</b>
Moyens permettant de garantir la confidentialité et l'intégrité des données	<b>(A compléter par le titulaire<sup>6</sup>)</b>
Moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique	<b>(A compléter par le Titulaire<sup>7</sup>)</b>
Procédure visant à tester, analyser, évaluer l'efficacité des mesures de sécurité	<b>(A compléter par le Titulaire<sup>8</sup>)</b>

### 12. Sort des données

Au terme du marché, le Titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au CEA sauf instruction différente reçue du CEA. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

### 13. Délégué à la protection des données

Le Titulaire communique au CEA **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

### 14. Registre des catégories d'activités de traitement

<sup>6</sup> A minima, il faut chiffrer les données lors de la transmission de données personnelles

<sup>7</sup> Guide de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/un-nouveau-guide-de-la-securite-des-donnees-personnelles>

Vérifier a minima :

- Accès aux locaux contrôlés (alarmes anti-intrusion, détecteurs de fumée, contrôle d'accès dédié à la salle informatique, règles d'accès des visiteurs)
- Accès aux données limitées aux seules personnes habilitées, accès par identifiant / mot de passe régulièrement modifié (<https://www.cnil.fr/fr/authentification-par-mot-de-passe-les-mesures-de-securite-elementaires>)
- Protection du réseau interne (gestion des connexions wi-fi, VPN si accès à distance, limitation des flux réseaux)
- Postes de travail sécurisés avec verrouillage automatique des sessions, pare-feu, antivirus,
- Journalisation des données

<sup>8</sup> Guide de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/un-nouveau-guide-de-la-securite-des-donnees-personnelles>

Vérifier a minima :

- Accès aux locaux contrôlés (alarmes anti-intrusion, détecteurs de fumée, contrôle d'accès dédié à la salle informatique, règles d'accès des visiteurs)
- Accès aux données limitées aux seules personnes habilitées, accès par identifiant / mot de passe régulièrement modifié (<https://www.cnil.fr/fr/authentification-par-mot-de-passe-les-mesures-de-securite-elementaires>)
- Protection du réseau interne (gestion des connexions wi-fi, VPN si accès à distance, limitation des flux réseaux)
- Postes de travail sécurisés avec verrouillage automatique des sessions, pare-feu, antivirus,
- Journalisation des données

Le Titulaire déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du CEA comprenant les éléments imposés par le règlement européen sur la protection des données.

#### 15. Documentation

Le Titulaire met à la disposition du CEA **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le CEA ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### III. Obligations du CEA vis-à-vis du Titulaire

Le CEA s'engage à :

1. fournir au Titulaire les données visées au II des présentes clauses ;
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire ;
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire ;
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire ».